

Cécile MANAOUIL, 45 ans, née DAVID le 15 mai 1971

Mariée, 3 enfants

Service de Médecine Légale et sociale, Nouveau CHU 80054 Amiens Cedex 1

[manaouil.cécile@chu-amiens.fr](mailto:manaouil.cécile@chu-amiens.fr)

tél au CHU 03 22 08 77 54 port 06 16 70 08 12

### **Statut**

Médecin légiste, professeur des universités à l'UPJV (1<sup>ère</sup> classe)

Praticien hospitalier au CHU d'Amiens

Laboratoire de recherche : CEPRISCA (Centre de droit privé et de sciences criminelles d'Amiens), à l'UFR de droit d'Amiens (Université de Picardie Jules Verne, EA 3911)

### **Formation Universitaire**

1999 : thèse pour le doctorat en médecine

1999 : DES de médecine du travail

2000 : DESC de Médecine Légale et Expertises Médicales

2000 : DEA de DROIT SOCIAL, option droit de la santé, Lille

2008 : doctorat en droit privé à la faculté de droit d'AMIENS. Mention très honorable et félicitations du jury.

2010 : Diplôme d'Habilitation à diriger des recherches (HDR) Université de Picardie Jules Verne

1998 : DU de métrologie, Amiens

2001 : DU d'études relatives à la réparation juridique du dommage corporel, Paris V

2001 : DIU de toxicologie clinique industrielle

2005 : DIU d'expertises en accidents médicaux

2009 : DU d'hygiène hospitalière, prévention et lutte contre les infections nosocomiales

2013 : DU d'expertise du dommage corporel (CAPEDOC) Paris 7

### **Titres**

Expert près la cour d'appel d'Amiens

Expert près la cour administrative d'appel de Douai

Expert spécialisé en matière de sécurité sociale

Expert inscrit sur la liste nationale des experts en accidents médicaux depuis 2010

Médecin expert consultant à la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail depuis 2000

Médecin agréé (pour les fonctionnaires)

Membre titulaire de la commission de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux (CCI) de Picardie (toujours renouvelée depuis 2003)

Assesseur à la commission d'indemnisation des victimes d'infractions (CIVI) au TGI d'Amiens depuis 2005

Membre titulaire du comité de protection des personnes « Nord Ouest II » (Picardie) jusqu'en 2012

Membre du conseil d'administration de la société française de médecine légale

2003-2013 Membre titulaire de l'espace éthique hospitalier Amiens Picardie

2013 : nomination en tant que membre titulaire au conseil d'orientation de l'ERER-Pic, l'Espace de Réflexion Ethique Régional de Picardie

Représentante avec voix consultative à la chambre disciplinaire du CROM (conseil régional de l'ordre des médecins) de Picardie de 2014 à 2016

Expert au Conseil scientifique des concours de l'internat (CNCI) en médecine de 2009 à 2017  
Membre de la Commission nationale des accidents médicaux (CNAMed) depuis 2015

Membre du comité d'actualisation des barèmes des AT/MP depuis 2016

- Décret n°2016-132 du 9 février 2016 portant création du « comité d'actualisation des barèmes des accidents du travail et des maladies professionnelles » :
- Arrêté du 10 mars 2016 portant nomination du président du comité d'actualisation des barèmes des accidents du travail et des maladies professionnelles et des personnalités qualifiées mentionnées au 2° du I de l'article D 434-6 du code de la sécurité sociale

Il s'agit d'une instance chargée d'effectuer des propositions d'actualisation des barèmes indicatifs d'invalidité servant à évaluer le préjudice consécutif à un accident du travail ou à une maladie professionnelle.

### **Thèmes de recherches**

- les droits des patients dont la fin de vie, la personne de confiance, l'information du patient...
- le secret médical
- le dossier médical
- la réparation du dommage corporel et expertises médicales
- l'expertise en responsabilité médicale, l'indemnisation des accidents médicaux
- les aspects juridiques des soins en détention

### **Exemples de Publications (parmi plus de 200 publications)**

- Faut-il instaurer une dérogation au secret médical vis-à-vis des sportifs de haut niveau ? C. Manaouil *Revue générale de droit médical* n°25, 2007 : 213-31.
- Les différentes voies de recours après un accident vaccinal : étude juridique de la vaccination contre l'hépatite B C. Manaouil, I. Callies *Petites affiches* 23 février 2006, 39 : 3-13.
- L'indemnisation des victimes de l'amiante C. Manaouil, M. Graser *Gazette du palais* 22-23 mars 2006, doctrine p. 2-12.
- Le Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques (FNAEG) : fonctionnement, intérêts et limites. Cécile Manaouil Annabelle Werbrouck, Emilie Traulle, Alice Cordier, Maxime Gignon, Olivier Jarde *Médecine et droit* 2008, 88 : 17-23
- La médecine en milieu pénitentiaire C. Manaouil, O. Sannier *Revue générale de droit médical*, 2008 ; 28 : 157-96.
- Le dossier médical personnel (DMP) : « Autopsie » d'un projet ambitieux ? C. Manaouil *Médecine & Droit*, 2009 : 24-41.
- Les spécificités et l'évolution de l'expertise en CRCI C. Manaouil *Revue générale de droit médical*, 2010 ; 36 : 115-35.
- Obesity surgery: French medico-legal aspects. C. Manaouil, M. Gignon, O. Jardé *Med Law*, 2011 ; 30(2) : 215-24.
- Vers un rôle de plus en plus croissant de la personne de confiance ? C. Manaouil *Droit déontologie et soins*, 2011 ; 11 : 288-97.
- A French Hospital Sentenced for Unreasonable Obstinacy C. Manaouil, M. Gignon, O. Jardé *European Journal of health law*, 2011, 18 : 521-30.
- Réflexions autour de la notion d'incapacité totale de travail (ITT) C. Manaouil *Revue générale de droit médical*, 2011, 41 : 185-211

- Sudden death caused by aortic dissection in a patient with polycystic kidney disease  
M. Gignon, C. Defouilloy, D. Montpellier, D. Chatelain, S. Traullé, A. Ammirati, O. Jardé, C. Manaouil *Genetic counseling* 2011, 22, 4 : 333-9.
- Obstination déraisonnable et réanimation du nouveau-né  
C. Manaouil *Médecine et Droit*, 2012 : 1-9.
- La jurisprudence Perruche a-t-elle encore un avenir ?  
C. Manaouil, O. Jardé *Gynecol Obstet Fertil.* 2012 ; 40 : 71-6.
- Détention d'armes et permis de chasser : rôle du médecin.  
C. Manaouil, M. Gignon, N. Giboulet, O. Jardé *Rev Prat* 2012 ; 62 : 9-14.
- L'accès aux informations médicales par les autorités judiciaires  
C. Manaouil, M. Benillouche *Med et droit* : 2012, 49-60.
- Expertises en responsabilité médicale : comparaison entre les dispositifs judiciaire et amiable  
C. Manaouil, *Médecine et droit*, 2013 : 74-82
- The Precautionary Principle: Is It Safe ?  
M. Gignon, O. Ganry, O. Jardé, C. Manaouil *European Journal of Health Law* 20 (2013) 1-10
- 10 years of controversy, twists and turns in the Perruche wrongful life claim: compensation for children born with a disability in France.  
Manaouil C, Gignon M, Jardé O. *Med Law.* 2012 Dec;31(4):661-9.
- Cardiovascular implantable electronic devices: patient education, information and ethical issues.  
Manaouil C, Gignon M, Traulle S. *Med Law.* 2012 Sep;31(3):355-63.
- Aspects médico-légaux de l'ivresse éthylique aiguë X. de Lentaingne de Logivière, M. Gignon, C. Amsallem, O. Jardé, C. Manaouil *Presse med*, 2015 44, Issue 6, Part 1 : 610-7.
- 192- Information du patient par le pharmacien en officine  
C. Manaouil, A-S. Lemaire-Hurtel, A. Sénéchal, O. Jardé *Médecine & Droit* 2016 : 70-81.
- Comment sont indemnisées les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur ?  
C. Manaouil, A. Lepresle, S. Fantoni-Quinton *Archives des maladies professionnelles et de l'environnement* 2016 77 : 52-9.
- Entre rupture du secret professionnel et accusation de harcèlement moral à l'occasion d'une procédure d'inaptitude, le médecin du travail au cœur de toutes les polémiques  
C. Manaouil, A. Lepresle, S. Fantoni-Quinton *Archives des Maladies Professionnelles et de l'Environnement* 2016 77 : 779-83.
- Anormalité et seuil de gravité : deux concepts à maîtriser en responsabilité médicale  
C. Manaouil *Chronique de droit des patients n°II Petites affiches* 1er mars 2016 n°43
- Le secret partagé entre professionnels depuis la loi santé du 26 janvier 2016  
C. Manaouil *RGDM* 2016 ; n°61 : 53-63
- Les conditions d'accès à la réparation intégrale devant les CIVI au regard de la nomenclature Dintilhac  
C. Manaouil *Chronique de droit des patients n°3 Petites affiches* 7 août 2017, n°156 : 7-14.
- Les soins sans consentement en psychiatrie : rédaction du certificat initial A. Berly, C. Manaouil  
*Presse med* 47 ; 2018 : 384-98

## Synthèse de l'activité personnelle annuelle d'enseignement (durée annuelle)

- DESC de Médecine Légale et Expertises Médicales de l'inter-région Nord-Ouest 20 heures
- Autres DES et DESC 20 heures
- étudiants du 1<sup>er</sup> cycle des études médicales 10 heures
- étudiants du 2<sup>ème</sup> cycle des études médicales 16 heures
- certificat optionnel « Droit et santé » 21 heures
- Elèves sage femmes 2 heures
- Elèves en soins infirmiers 5 heures
- Capacités 6 heures
- DU d'expertises environ 60 heures
- DIU d'expertises en accidents médicaux 16 heures
- Autres DU 25 heures

➤ Faculté de droit (master droit de la santé 2<sup>ème</sup> année) 20 heures

### **Communications orales ou affichées**

Communications orales 161  
dont communications à la Société française de médecine légale 70  
dont 29 en 1<sup>er</sup> auteur

Communications affichées 42  
dont 9 en 1<sup>er</sup> auteur

Autres communications (orateur invitée) 155

Score SIGAPS personnel : 488

Score SIGAPS de l'équipe : 610